

# Le Panorama Hebdomadaire de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la Direction  
de l'Information et de l'Accueil

---

---

Du 19 au 25 octobre 2016

---

---



*Ce Panorama est constitué d'une sélection d'articles issus des presses hebdomadaires régionales et locales du Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.*

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil  
Service Presse  
Postes (4)6741, (4)6742, (4)6744  
[Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr](mailto:Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr)  
151 Avenue du Président Hoover - Lille



# SOMMAIRE

---

---

## P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(6 articles)

---

---

- L'informateur**  
Site hebdomadaire sur le monde de l'Info  
vendredi 21 au jeudi 27  
octobre 2016
- 500 emplois à pourvoir chez Amazon** (756 mots)  
Amazon annonce le développement de son réseau en France, avec l'ouverture prochaine de deux nouveaux centres de distribution avec u... Page 9
- Le Réveil**  
de Berck  
mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016
- Le Montreuillois fait moins malqu'ailleurs** (787 mots)  
Ne nous voilons pas la face. Trouver un emploi n'est pas chose facile. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Ainsi au quatrième... Page 11
- Le Réveil**  
de Berck  
mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016
- Restaurant cherche cuisinier désespérément** (104 mots)  
D'ici peu, un burger fermier devrait ouvrir au pied de bœuf à la porte de Montreuil. Mais le patron, Gérard Vicart, rencont... Page 13
- Le Réveil**  
de Berck  
mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016
- Burger King : une première** (259 mots)  
60 emplois d'un coup ce n'est pas tous les jours que cela arrive. En décidant de s'implanter à Berck, l'enseigne Burger Kin... Page 14
- Le Réveil**  
de Berck  
mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016
- Proche emploi : pas pour tout de suite...**(201 mots)  
On se souvient que lors de la campagne des élections régionales il y a presque un an, le dispositif « Proche Emploi » faisait... Page 15
- Le Réveil**  
de Berck  
mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016
- Métiers qualifiés : ces annonces sans candidat** (162 mots)  
Dans l'arrondissement de Montreuil, certaines offres d'emploi restent lettre morte. Leur particularité ? Elles sont destinée... Page 16

---

---

## VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(5 articles)

---

---

- L'Observateur**  
de l'Arrageois  
mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016
- Valérie Létard défend « la valeur ajoutée de l'Europe au quotidien »**(867 mots)  
Mais où est l'Europe ? Ce n'est souvent qu'un simple logo que l'on peine à voir lors des inaugurations, qu'une simple ligne de financement que l'on oublie... Page 18



mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

### Emploi, déplacements, logement : la Flandre à la loupe (529 mots)

1 La population Les agglomérations dunkerquoise et lilloise perdent chaque année des habitants. Chez nous, c'est le contraire...

Page 20



mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

### « Les attentes des ruraux sont différentes » (306 mots)

Jusqu'à présent les élus ont travaillé ensemble sur le périmètre de la communauté de communes de Flandre intérieure (CCFI),...

Page 21



mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

### Quelles options pour demain ? (191 mots)

« Un territoire connecté et collaboratif », voilà ce que veulent faire de notre territoire les élus de la communauté de commu...

Page 22



jeudi 20 au mercredi 26  
octobre 2016

### Les projets de la commune déclinés devant le sous-préfet

(951 mots)

Vendredi 7 octobre, le maire de Blendecques, Rachid Ben Amor, avait invité le sous-préfet Jean-Luc Blondel à découvrir les projets ...

Page 23

---

---

## VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(6 articles)

---

---



vendredi 21 au jeudi 27  
octobre 2016

### Une rame « made in Hauts-de-France » (806 mots)

Bombardier Transport a livré à la Région un 10e TER Regio 2N. 25 rames ont été command...

Page 26



mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

### Ils font le trajet jusqu'à Lille dans les escaliers du train (391 mots)

Chaque matin, les usagers du TER-GV de 7h47 reliant Arras à Lille sont dans la peau de Bill Murray dans Un Jour sans fin. P...

Page 27



mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

### « La dégradation du service est énorme par rapport au prix de nos abonnements » (287 mots)

En tant que représentant de l'une des associations des usagers de la SNCF, avez-vous eu des remontées sur le problème des t...

Page 28



mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

### Des comptages prévus en novembre par la SNCF (263 mots)

Du côté de la SNCF, la sur-occupation n'est-elle pas un problème qui date d'hier. Deux raisons principales expliquen...

Page 29



vendredi 21 au jeudi 27  
octobre 2016

### CIRCULATION DES TRAINS La vie des usagers encore perturbée (466 mots)

SAMBRE-AVESNOIS Des travaux, prévus depuis des mois, vont fortement perturber le trafic ferroviaire pendant le week-end prolongé de la Toussaint. Gérard...

Page 30

## La région lauréate pour une application mobile (299 mots)

Le Comité Régional de Tourisme Nord-PasdeCalais-Hauts-de-France, a été primé pour le lancement de l'application « No...

Page 31

---

## VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(5 articles)

---

### Xavier Bertrand n'est pas fan de l'éolien (254 mots)

Ce n'est plus un secret : Xavier Bertrand n'est pas favorable à l'éolien.« On nous promettait une myriade d'emplois. Ce n'est pas le cas. Et je ne parle ...

Page 33

### La future Capso dit « stop » au développement éolien (701 mots)

En avril dernier, les Helfallois découvraient l'existence d'un projet éolien sur le territoire de la commune, le long de la départe...

Page 34

### Le péril de La Chaîne des Terrils ? (303 mots)

L'association La Chaîne des Terrils va-t-elle devoir licencier? C'est en tout cas ce que le conseil d'administration, qui v...

Page 36

### Qui ? Quand ? Comment ? (292 mots)

Sa naissance - Le CPIE Chaîne des Terrils a été créé en 1989 par un collectif d'associations de défense de la nature, du ca...

Page 37

### « Il faudra attendre 2018 »(303 mots)

Depuis combien de temps êtes-vous à la tête de l'association? J'ai connu les débuts en 1987. Nous étions les précurseurs et...

Page 38

---

## VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

(3 articles)

---

### Hauts-de-France La région débloque un fonds d'urgence à la pêche (385 mots)

À la demande du comité régional des pêches, un fonds d'urgence de 250 000 euros a été mis en place par le conseil régional des Ha...

Page 40

### Qui veut gérer le port ? (355 mots)

Bertrand Ringot ne cesse de se battre depuis le transfert des compétences pour que le Département s'occupe du dragage du po...

Page 41

## Les ambitions pour la plaisance (500 mots)

Malgré ses 625 anneaux, les trois ports de plaisance de Dunkerque (bassin du Commerce, bassin de la Marine, port du Grand l...

Page 42

---

### VP6 - APPRENTISSAGE (1 article)

---

 **Le Bonhomme**  
mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

## L'apprentissage, la clef de la réussite chez les jeunes (793 mots)

100 % des jeunes passant par une formation en apprentissage trouvent un emploi en CDI selon la Mission Locale et la Maison de l'Emploi et de la Formation...

Page 44

---

### VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE (2 articles)

---

 **L'Obs**  
du CAM BRÉSIS  
jeudi 20 au mercredi 26  
octobre 2016

## Il faut sauver le marché aux bestiaux (474 mots)

LE CATEAU La ville part à la pêche aux subventions pour réhabiliter son marché aux bestiaux. Le bâtiment est l'un des derniers dans la région des Hauts d...

Page 47

 **le syndicat**  
**AGRICOLE**  
vendredi 21 au jeudi 27  
octobre 2016

## Manger local à la cantine (470 mots)

À l'horizon 2021, l'ensemble des restaurants scolaires des lycées de la région devront proposer au mini...

Page 48

---

### VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES (1 article)

---

 **L'Observateur**  
du Valenciennois  
vendredi 21 au jeudi 27  
octobre 2016

## NOUVELLE FORGE Le QG des startups ouvre en mars (399 mots)

ANZIN La nouvelle forge est un lieu hybride dédié à l'accueil et au développement des startups du numérique sur le parc des Rives créatives. Cet espace...

Page 50

---

---

## VP10 - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, UNIVERSITÉS

(1 article)

---

---



mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

### « L'Ulco, pas assez attrayante »(577 mots)

L'Université du littoral Côte d'Opale (Ulco), c'est 6960 étudiants répartis à Boulogne-sur-Mer, Dunkerque, Calais et Saint-...

Page 52

---

---

## VP11 - LYCÉES

(4 articles)

---

---



mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

### Fermeture annoncée pour le lycée en 2017... puis annulée

(391 mots)

Mercredi, lors d'une conférence de presse sur un autre sujet, Franck Dhersin, conseiller régional et maire de Tétéghem, lâc...

Page 54



mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

### « Plus de débat là-dessus »(234 mots)

Pour les lycées construits trop vite ou à moitié remplis, la Région réfléchit à une politique de mutualisation dans un souc...

Page 55



mercredi 19 au mardi  
25 octobre 2016

### Gymnase à réparer et nouveau bloc sanitaire à l'EREA (493 mots)

L'établissement régional d'enseignement adapté dépend du nouveau conseil régional des Hauts-de-France. L'élue chargée des lycées a rencontré la directric...

Page 56



jeudi 20 au mercredi 26  
octobre 2016

### INAUGURATION DU CAMPUS SCOLAIRE Le ruban est enfin coupé (464 mots)

SAINS-RICHAUMONT Mercredi 12 octobre, en présence des enfants et enseignants, les élus et le préfet ont inauguré la structure. Le campus de Sains-Richa...

Page 57

---

---

## VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(1 article)

---

---



jeudi 20 au mercredi 26  
octobre 2016

### Rendez-vous dans deux ans (891 mots)

Le terrassement a déjà commencé. ...

Page 59

---

---

## VP15 - SANTÉ

(2 articles)

---

---



jeudi 20 au mercredi 26  
octobre 2016

« J'ai rarement vu un projet aussi abouti, c'est un exemple à suivre » (379 mots)

Page 62

Nouvelle étape dans le projet de Maison de santé. L'acte de cession d'une parcelle de terrain pour l'euro symbolique par le Centre hospitalier a été sig...



jeudi 20 au mercredi 26  
octobre 2016

Un Groupement hospitalier de territoire, c'est quoi ? (253 mots)

Page 63

Le 5 juillet dernier, Marisol Touraine officialisait la création de 135 Groupements hospitaliers de territoire. La région Hauts-de-France en compte 14 do...

---

---

## POLITIQUE RÉGIONALE

(1 article)

---

---



vendredi 21 au jeudi 27  
octobre 2016

30 euros pour certains usagers des TER (703 mots)

Page 65

Les élus du Conseil régional ont notam-ment débattu sur les thématiques de l'em-  
ploi et des transports lors de la récente séance pl...

---

P - EMPLOI ET  
DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE

---



## 500 emplois à pourvoir chez Amazon

Amazon annonce le développement de son réseau en France, avec l'ouverture prochaine de deux nouveaux centres de distribution avec une création de 750 emplois à la clé, dont 500 à Amiens.

Centre de distribution. Amazon annonce le développement de son réseau en France, avec l'ouverture prochaine d'un nouveau centre de distribution à Amiens (Somme) et le développement d'une nouvelle activité sur son centre de distribution actuel de Lauwin-Planque (Nord). Ces deux sites, qui seront opérationnels à compter de la fin de l'année 2017, vont créer 750 emplois en CDI dans la région des Hauts-de-France dans les trois années qui suivront leur ouverture.

Un 5<sup>e</sup> centre en France à ce jour, Amazon dispose de quatre sites en France, à Saran (Loiret), Montélimar (Drôme), Sevrey (Saône-et-Loire) et Lauwin-Planque (Nord). Avec l'ouverture d'un nouveau site à Amiens (Somme), Amazon disposera de cinq centres de distribution d'ici à la fin de l'année 2017.

Pour Xavier Bertrand, Président du Conseil régional Hauts-de-France : « **L'implantation à Boves, en Région Hauts-de-France, de la cinquième plateforme logistique d'Amazon en France est une excellente nouvelle pour notre Région et une grande fierté pour ses habitants. Elle est le symbole de l'attractivité économique dont notre Région est capable, et synonyme de la création de 750 emplois durables. Amazon fait le choix des Hauts-de-France, une**

**Région aux atouts considérables ; c'est un choix gagnant pour tous !**

»

Amazon développe son réseau français de centres de distribution afin de répondre à la demande croissante de sa clientèle, d'élargir son offre déjà riche de plus de 200 millions de références et de satisfaire les besoins d'un nombre grandissant d'entreprises indépendantes, qui vendent leurs produits sur la place de marché d'Amazon, grâce au programme de livraison « **Expédié par Amazon** ».



500 emplois en CDI dans les trois ans après l'ouverture du site Photo : ©Antoine Guilbert

« **Nous sommes heureux d'annoncer l'ouverture d'un nouveau centre de distribution à Amiens, ainsi que la création d'un espace complémentaire à Lauwin-Planque, tous deux opérationnels à la fin de l'année 2017. En développant son réseau en France, Amazon sera en mesure de répondre à la demande de sa clien-**

**tèle, tout en accompagnant davantage de vendeurs indépendants, notamment des petites entreprises, grâce à son expertise logistique** », indique Ronan Bolé, directeur des opérations France chez Amazon.

Le développement du réseau de distribution d'Amazon en France va contribuer à l'emploi local, au travers de centaines de postes en CDI mais aussi d'opportunités d'emplois temporaires, proposés tout au long de l'année.

## 500 emplois à Amiens dans les trois ans

À Amiens, le site d'une superficie de 107 000 m<sup>2</sup> deviendra le plus grand site d'Amazon en France. Son ouverture entraînera la création de 500 emplois en CDI dans les trois ans après l'ouverture du site : postes d'agents d'exploitation logistique, de techniciens, mais aussi des postes dans les secteurs des ressources humaines, de l'informatique, de la maintenance... ■

! **Pour en savoir plus sur l'emploi et les possibilités de carrière chez Amazon, rendez-vous sur [www.amazon.jobs/fr](http://www.amazon.jobs/fr)**

## Évolution professionnelle

Les employés des centres de distribution d'Amazon bénéficient de salaires attractifs et de divers avantages, comme le programme d'évolution professionnelle Options de Carrière, qui permet de financer jusqu'à 95 % des frais et supports pédagogiques liés à une formation. En France, un salarié en CDI de-puis 6 mois au sein d'un centre de distribution d'Amazon perçoit un salaire supérieur de 23 % au SMIC. Les emplois proposés au sein des centres de distribution d'Amazon, avantages inclus, sont ouverts sans condition de formation académique ou de diplôme.



## Le Montreuillois fait moins malqu'ailleurs

**N**e nous voilons pas la face. Trouver un emploi n'est pas chose facile. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Ainsi au quatrième trimestre de 2015, le taux de chômage dans le Montreuillois était de 9.9%. Petite satisfaction quand on le compare au niveau national qui est de 10%. « On note un léger recul de -0.2% » souligne Christelle Lemery, directrice du Pôle Emploi de Berck. Le bassin du Montreuillois est toutefois en meilleure situation que le Département et ses 12.9% de demandeurs d'emploi, mais aussi de la Région avec 12.5% de personnes en situation de recherche d'un job.

### Les chiffres du Montreuillois

Quand on parle emploi dans le Montreuillois, il faut savoir que deux agences Pole Emploi couvrent l'ensemble du territoire. Pole Emploi à Berck, dirigée par Christelle Lemery, est une agence qui concerne la population des trois communautés de communes Opale Sud, Terre et Mer d'Opale et celle du Montreuillois. À Hesdin, l'agence est sous la responsabilité d'Anne-Pascale Wable. Elle concerne la population de la communauté de communes des 7 Vallées, ainsi que celles de Fruges et d'Hucqueliers. Les chiffres connus au 31 août 2016 reflètent une amélioration. Ainsi les demandeurs d'emploi de catégorie A (voir par ailleurs), étaient 3301 (soit -4.6% par rapport à 2015) pour Berck et 2.159 pour l'agence Hesdinoise (soit une baisse de 5.6%). Dans les catégories ABC, une baisse de 2% est observée, toujours par rapport à 2015, soit 5492

demandeurs d'emploi pour l'agence de Berck. À Hesdin, pour la même catégorie, la baisse est de 2.21% avec 3088 demandeurs d'emploi recensés. Amélioration aussi chez les jeunes demandeurs de moins de 26 ans avec une baisse de 10.7% en catégorie A (ils sont 520 à être inscrits) et moins 8% en catégorie ABC (988 inscrits). « On note un recul des demandeurs d'emploi, notamment chez les jeunes » fait remarquer la directrice de l'agence de Berck. À Hesdin, l'agence Pole Emploi comptabilise pour sa part 652 demandeurs de moins de 26 ans.

### Les secteurs les plus porteurs ?

En cette année 2016, les secteurs les plus porteurs d'emplois restent sensiblement les mêmes selon Christèle Lemery « La restauration et l'hôtellerie sont les plus porteurs dans une zone où le tourisme est une activité forte, avec un aspect saisonnier non négligeable. ». La santé est également un secteur où les offres sont nombreuses « Notamment tout ce qui touche à l'aide à la personne » explique la chef d'agence de Berck qui reconnaît « Dans ce domaine, il faut cependant savoir que ce sont souvent des emplois à temps partiel qui demandent de la mobilité et donc un moyen de locomotion ». Il est un domaine qui reste en difficulté, c'est le bâtiment « après avoir connu deux années difficiles avec plusieurs licenciements ici et là, nous observons un léger mieux » Pour l'agence d'Hesdin, les secteurs dominants sont l'agriculture, l'agro-alimentaire, les transports, la logistique mais aussi

les services à la personne avec le maintien à domicile pour une population vieillissante, les établissements d'accueil pour personnes âgées et les structures d'éducation spécialisée.

### Influence de la saisonnalité dans les 7 Vallées

Intervenant sur un secteur à forte consonance rurale, l'agence d'Hesdin est sous influence des emplois saisonniers notamment dans le domaine de l'agriculture (saisons des choux, des fraises, de la rhubarbe, des pommes, des endives, etc.). « Mais là comme ailleurs, la formation est importante et nous la proposons », indique Anne-Pascale Wable, la directrice, qui précise « Le taux de placement au sortir d'une formation est de 60% pour nous ici à Hesdin ». « On inscrit un demandeur d'emploi. On sait ce qui lui manque donc on devient plus conseiller en évolution professionnelle et on l'incite à se former puis on fait de la promotion de profil en proposant son CV à une entreprise susceptible d'être intéressé par ces capacités. Notre mission est de faire en sorte que les demandeurs d'emploi montent en qualification car même l'économie précaire a besoin de qualification en raison notamment de la mécanisation en agriculture. Comme pour les services à la personne, nous faisons de la formation à la carte ». « Les demandeurs d'emploi doivent comprendre que s'ils veulent vivre et travailler au pays, il faut évoluer avec les métiers du territoire », martèle la directrice qui parle de travail de proximité et de

fort relationnel avec les diverses entreprises du secteur. ■



---

## Restaurant cherche cuisinier désespérément

**D**'ici peu, un burger fermier devrait ouvrir au pied de bœuf à la porte de Montreuil. Mais le patron, Gérard Vicart, rencontre quelques difficultés dans la recherche d'un cuisinier. « Je comptais sur quelqu'un qui m'a fait faux bond. J'ai essayé le bouche à oreille mais ça n'a rien donné ». Le patron du futur burger fermier va maintenant se tourner vers Pôle emploi pour trouver rapidement un cuisinier. « Je suis en train de remplir le dossier. J'espère vraiment trouver rapidement une personne motivée et disponible. » M.V. ■



## Burger King : une première

60 emplois d'un coup ce n'est pas tous les jours que cela arrive. En décidant de s'implanter à Berck, l'enseigne Burger King fait parler d'elle en terme d'emplois et suscite de nombreux espoirs. « Je n'ai pas connaissance d'une telle embauche massive sur notre secteur » souligne Christèle Lemery, la directrice de Pole Emploi Berck. L'enseigne s'est pour ce recrutement mis en relation avec Pole emploi, qui pour l'occasion a mis en place la Méthode de Recrutement par Simulation (MRS). Ainsi

la semaine dernière deux réunions collectives étaient organisées au cottage des Dunes à Berck. « Ces réunions étaient ouvertes à tous, demandeurs d'emploi ou non, pas besoin de CV, ni de diplômes » explique la directrice. En présence de responsable de Burger King, les personnes ont eu connaissances des différents aspects des postes à pouvoir. Quelques 200 personnes ont assisté à ces réunions d'informations. Quelque 150 ont décidé de passer les tests de simulation, au cours des-

quels les équipes de Pôle Emploi évalueront les capacités de chacun à répondre aux critères de recrutement de l'enseigne, par le biais de divers ateliers. Ceux qui auront obtenu les meilleures notes à ces simulations seront alors convoqués directement par Burger King pour l'entretien définitif d'embauche. Un recrutement en nombre qui aura permis à Pole Emploi Berck de mettre en place pour la première fois cette méthode de recrutement par simulation. M.M. ■



## Proche emploi : pas pour tout de suite...

On se souvient que lors de la campagne des élections régionales il y a presque un an, le dispositif « Proche Emploi » faisait partie des grandes manœuvres de l'équipe de Xavier Bertrand. Élu à la Région, le maire de Montreuil Charles Barège avait annoncé la nécessité pour le Montreuillois de posséder une antenne de Proche Emploi. « Pour permettre aux entreprises d'avoir un lien

direct avec les demandeurs d'emploi », avait précisé le maire de Montreuil. Un local avait été annoncé au lendemain de l'élection, rue Pierre Ledent dans l'ancien cabinet du docteur Boulinguez. Mais depuis, l'antenne n'a toujours pas vu le jour dans la cité des remparts. « Ce point a été évoqué ce lundi en séminaire de la majorité à Lille. D'ici la fin de l'année, il va être ouvert des Maisons

de la Région à Calais, Fourmies et Lille. Cela va permettre d'avoir une approche du bon fonctionnement. Il va ensuite y avoir durant l'année 2017 un déploiement progressif. Montreuil fait partie de celle qui devraient ouvrir en 2017 », explique Charles Barège. M.V. ■



## Métiers qualifiés : ces annonces sans candidat

Dans l'arrondissement de Montreuil, certaines offres d'emploi restent lettre morte. Leur particularité? Elles sont destinées à des personnes qualifiées. Or, les jeunes demandeurs d'emploi se heurtent souvent à un manque de qualification. Des entreprises telles que qu'Arkal (anciennement Deligny basée au Parcq) peinent ainsi à recruter un ingénieur structures (bois, béton ou métal) ou un chaudronnier malgré de multiples démarches. La société Valeo d'Étapes ou Eurovanille de Gouy-Saint-André rencontrent souvent les mêmes difficultés et n'ont d'autres choix que de faire appel à une main-d'œuvre extérieure, au-delà de l'arrondissement. D'autres éléments entrent en ligne de

compte à l'image des problèmes de mobilité. Bien que, là encore, des progrès ont été réalisés depuis quelques années avec le concours d'associations telles que Lien Plus à Beaurainville ou Mobil'aide à Étapes. ■





---

**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC  
LES TERRITOIRES, CONTRAT  
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

---

## Valérie Létard défend « la valeur ajoutée de l'Europe au quotidien »

**M**ais où est l'Europe? Ce n'est souvent qu'un simple logo que l'on peine à voir lors des inaugurations, qu'une simple ligne de financement que l'on oublie souvent de souligner lors des interventions publiques. L'Union européenne est pourtant omniprésente dans notre quotidien mais elle paraît éloignée du terrain et des concitoyens. Or, au cours de ces dernières années, tous les grands projets et nombre de politiques régionales n'auraient pu se réaliser sans les financements de l'Europe.

### POUR UNE EUROPE PLUS VISIBLE

Prenez l'exemple du Louvre-Lens. Grâce aux fonds européens, qui ont financé près de 25% du projet, le Louvre-Lens est aujourd'hui devenu un véritable pôle culturel. Le musée emploie 150 salariés et a permis de créer 200 emplois dans le secteur du tourisme. Les exemples de ce type sont très nombreux. « *La réalité est la suivante*, remarque Valérie Létard, première vice-présidente (UDI) de la Région Hauts-de-France. *L'Europe intervient tous les jours dans le quotidien des habitants. La santé, l'insertion, l'emploi, la formation et le numérique et dans tant d'autres domaines. On ne le dit pas assez et l'Union européenne veut le faire savoir. Avec le Brexit, l'UE souhaite être plus visible auprès du grand public qui s'interroge sur sa véritable place.* » Dominique Riquet, député européen (UDI) et ancien maire de Valenciennes, confirme ce constat : « *L'Union européenne est perçue comme lointaine, elle est pourtant très active*

*sur le terrain. Nous devons être plus proches de nos territoires et des habitants. Pour cela je crois beaucoup à l'Europe des régions pour plus de proximité.* »

Le Conseil régional a en effet la responsabilité de la gestion de ces fonds européens. C'est à Valérie Létard d'accompagner les associations, les entreprises et les collectivités locales qui cherchent à boucler les plans de financement avec l'argent de l'Union européenne.

Les enjeux sont énormes. La Région Hauts-de-France est la première région de France métropolitaine à bénéficier des aides de l'Union européenne. Près d'un 1,5 milliard d'euros ont été mobilisés entre 2007 à 2013. « *Ces aides, souvent méconnues du grand public, représentent pourtant un effet levier indispensable pour les développements de nos territoires : ce sont près de 300 euros par habitant* », rappelle Valérie Létard. En clair, avec un euro d'investissement de l'UE, on parvient à mobiliser trois euros d'argent public.

### 1,5 MILLIARD D'EUROS MOBILISÉS ENTRE 2007 ET 2013

La région Hauts-de-France est la plus aidée en France car elle présente des retards dans de nombreux domaines, notamment celui du nombre d'entreprises et d'apprentis par habitant. En plus des fonds classiques, il existe des fonds spéciaux qui permettent de financer de grands projets d'infrastructure. Exemple avec le Ca-

nal Seine Nord : l'Union européenne s'est engagée à investir 2 milliards d'euros. « *Sans l'Union européenne, aucun grand projet ne serait possible* », insiste Dominique Riquet.

Ce soutien de l'UE pour la Région va se poursuivre dans les années qui viennent. Entre 2014 et 2020, l'enveloppe d'aides européennes s'élève à 1,77 milliard d'euros pour la Région Hauts-de-France. Avec plusieurs axes d'investissements comme la connaissance, la transition énergétique, l'insertion des jeunes et la formation tout au long de la vie. « *Il nous revient à tous de montrer la valeur ajoutée de l'Europe au quotidien* », clame Valérie Létard. ■



Première vice-présidente (UDI) du Conseil régional, Valérie Létard est en charge de la gestion des fonds européens.



par Laurent Goudets

## DOMINIQUE RIQUET DÉPUTÉ EUROPÉEN

*« L'Union européenne est perçue comme lointaine, elle est pourtant très active sur le terrain. Nous devons être plus proches de nos territoires et des habitants. Pour cela je crois beaucoup à l'Europe des régions pour plus de proximité. Sans l'Union européenne aucun grand projet ne serait possible. »*

## UN CAFÉ DE L'EUROPE À ARRAS LE 19 NOVEMBRE

Mieux faire connaître l'importance de l'Union européenne, voilà le défi initié par la Région avec l'opération Mon europe, mon quotidien. Cette opération se déroulera à partir du 24 octobre au 26 novembre sous formes de villages des fonds européens. Cinq villes accueilleront des cafés de l'Europe. Des quizz, des jeux grandeurs nature doivent permettre de redécouvrir des bâtiments emblématiques financés par l'Europe. Il y aura aussi des témoignages de bénéficiaires de fonds européens avec une zone d'exposition ou encore un social hall qui rythmeront le programme 100% participatif du Café de l'Europe. A Arras, le prochain café de l'Europe aura lieu le samedi 19 novembre.



## Emploi, déplacements, logement : la Flandre à la loupe

1La population Les agglomérations dunkerquoise et lilloise perdent chaque année des habitants. Chez nous, c'est le contraire. « La Flandre intérieure gagne en moyenne 430habitants par an », se réjouit Valentin Belleval. Et c'est plutôt une bonne nouvelle pour le vice-président de la communauté de communes de Flandre intérieure, en charge de l'urbanisme. Cela signifie que le territoire est attractif. Mais derrière ce chiffre encourageant, se cache une autre réalité. « Les jeunes s'en vont et nous enregistrons une explosion des plus de 45 ans », note Valentin Belleval. À l'horizon 2030, nous serons 110000 en Flandre, au lieu de 103 000 aujourd'hui. 2L'emploi La Flandre attire pour son calme et ses paysages. Bref, il y fait bon vivre. Mais y travailler peut relever du défi. On y dénombre 30715 emplois. Citons Bonduelle, Danone, Blédina et Roquette, des fleurons de l'industrie agroalimentaires parmi les grandes entreprises du territoire. Pour les autres sources d'emplois, il faut compter sur les TPE et PME, l'agriculture, les ser-

vices et les services publics. « Le nombre d'emplois sur le territoire est stable », note Valentin Belleval. Et d'ajouter : « Ce n'est pas rassurant. » Pour l'écu, il importe de créer des emplois, de conserver et d'attirer des jeunes pour que le territoire reste attractif, même si le taux de chômage en Flandre reste inférieur à celui de la moyenne régionale et nationale 3Les déplacements 50% des actifs de Flandre travaillent hors du territoire. En conséquence, les déplacements sont nombreux. D'abord vers Lille, puis vers Dunkerque et enfin vers la Belgique et Saint-Omer. Hazebrouck possède la gare TER la plus importante au nord de Paris en termes de montées et descentes. C'est un véritable nœud ferroviaire. Ces dernières années, les gares de Flandre intérieure sont toutes montées en puissance, les habitants se tournant de plus en plus vers ce mode de transport. L'autoroute A25 constitue aussi un axe privilégié, mais saturé lorsqu'on approche de la métropole lilloise. « Il y a urgence à valoriser la dorsale ferroviaire et à renforcer

l'accessibilité des 11gares de Flandre », interpelle Valentin Belleval. 4Le logement On dénombre 42600 logements sur notre territoire. Chaque année, il faut en construire entre 450 à 460 pour accueillir les nouveaux habitants. Mais aussi pour faire face à des besoins qui évoluent. Le nombre d'occupants par logement diminue. L'urbanisation doit être maîtrisée et réfléchie pour éviter le gaspillage des terres agricoles. Outre la densification des centres-villes et des centres villages, la Flandre intérieure doit aussi répondre aux exigences de la loi SRU (solidarité et renouvellement urbains). Quatre communes doivent désormais compter 25% de logements sociaux : Hazebrouck, Bailleul, Nieppe et Steenvoorde. « Alors que personne n'a encore atteint les 20% qui étaient jusque-là la norme », pointe le vice-président de la CCFI. Steenwerck devrait bientôt rejoindre ces communes, sa population ayant augmenté. Audrey Rohrbach-Minette ■



## « Les attentes des ruraux sont différentes »

Jusqu'à présent les élus ont travaillé ensemble sur le périmètre de la communauté de communes de Flandre intérieure (CCFI), soit 50 communes. Si un noyau dur s'est formé au fil des réunions mensuelles sur le projet de territoire, certains n'ont pas trouvé leur place. Jean-Pierre Bataille a proposé une nouvelle méthode de travail « pour retrouver de la proximité dans l'échange ». Le président de l'intercommunalité souhaite que le projet de territoire soit écrit par trois groupes de travail : le premier comprenant les élus d'Hazebrouck et des communes environnantes, le

deuxième autour des communes de Bailleul et de Nieppe et le troisième, plus rural, avec les communes des anciens cantons de Cassel et de Steenvoorde. « Vous êtes les témoins vivants de cette nécessité », a-t-il adressé aux élus lors du dernier conseil communautaire. « Je ne comprends pas pourquoi trois territoires avanceraient différemment. Pour moi, l'objectif premier est d'harmoniser les compétences », a immédiatement interpellé l'élus hazebrouckois d'opposition, Michel Labitte. Jean-Pierre Bataille estime, lui, au contraire que « créer trois ensembles dans une intercommunalité,

ce n'est pas la morceler ». L'objectif reste le même pour tous, mais le président de la CCFI pense qu'il existe différents moyens d'y arriver. « La mobilité est sans doute différente à Hardifort qu'à Hazebrouck », pointe-il. Et de renchérir en prenant l'exemple de la désertification médicale : « Les attentes des ruraux sont différentes. » Le projet de territoire s'affinera au cours de l'année. Sa rédaction doit être prête pour le mois de mars. Les groupes de travail se réuniront dès le mois de novembre. A. R.-M. ■



---

## Quelles options pour demain ?

« Un territoire connecté et collaboratif », voilà ce que veulent faire de notre territoire les élus de la communauté de communes de Flandre intérieure (CCFI). Une belle expression, mais concrètement cela signifie quoi? Valentin Belleval, vice-président de la CCFI en charge de l'aménagement et de l'urbanisme estime que la Flandre doit anticiper. « Quitte à se faire violence », précise-

t-il. Et de poursuivre : « Nous devons prendre un tournant fort. Bien sûr, il faut continuer les choses qui fonctionnent comme le développement des zones d'activités le long de l'autoroute A25, mais il faut miser énormément sur la mobilité et avoir accès au très haut débit sur tout le territoire. » Les élus vont passer l'année à affiner leurs projets autour des 16axes, parmi lesquels la diver-

sification de la production de logement, la création d'une nouvelle mobilité, l'installation de nouvelles entreprises, le développement des services à la population dont le très haut débit pour tous, tout en préservant un environnement de qualité et sans gaspiller les terres agricoles. ■



## Les projets de la commune déclinés devant le sous-préfet

Vendredi 7 octobre, le maire de Blendecques, Rachid Ben Amor, avait invité le sous-préfet Jean-Luc Blondel à découvrir les projets de la commune. Il s'agissait en fait d'en faire le point et de pointer les aides susceptibles d'y être apportées. Entouré des membres de son bureau, le premier magistrat a tout d'abord fait une présentation de sa ville dans la salle des mariages.

### Les friches

La friche Milbled est toujours la propriété du transporteur. Le site est magnifiquement situé puisqu'il donne sur la place de la Libération. Le maire souhaite y implanter une résidence seigneuriale de 18 logements. Les négociations sont encore en cours avec le propriétaire, l'établissement public foncier et les Domaines.

La friche Tavernier se situe sur la rue Pasteur. Auparavant, ce lieu était une tannerie (l'ancienne) qui s'est déplacée par la suite sur le terrain voisin (nouvelle tannerie). Cette dernière a laissé la place à un Intermarché. La propriété appartient à une holding et la commune veut la récupérer à condition que... En premier lieu, il faut dépolluer essentiellement le site de l'ancienne tannerie. Des sondages ont eu lieu pour évaluer le degré de pollution. Le maire veut faire de cet espace inscrit en PPRI (plan de prévention des risques d'inondation) un jardin public. L'établissement public foncier gère cette affaire. « Il faudrait décaper 50 à 80 cm de terre et en remettre de la nouvelle », a souligné le sous-préfet.

### Les monuments

Le monument aux morts principal élevé sur la place de la Libération est en pleine réfection. Il bénéficiera de subventions allouées par la Caso et l'Onac (Office national des anciens combattants et victimes de guerre). Celui dédié aux quatre Polonais libérateurs et celui édifié en l'honneur du résistant Georges Cartiaux subiront aussi une cure de jeunesse. Un dossier sera monté et adressé au sous-préfet pour une possible dotation d'État.

### Une voie de désengorgement

Rachid Ben Amor a emmené Jean-Luc Blondel sur le chemin communal reliant le Fond-Cailloux à la clinique de Blendecques pour lui montrer la possibilité de désengorger le giratoire des Hérons situé en bas des Quatre Chemins. « Le matin et surtout le soir entre 17h et 18h30, le rond-point est complètement engorgé. Certains automobilistes empruntent déjà ce chemin plein d'ornières et caillouteux à leurs risques et périls. La construction d'une deux voies apporterait beaucoup d'oxygène à ce secteur », a précisé le maire.

### Le château de Westhove

L'ancien château de Prudent Avot (papeterie) appartient à la commune depuis quelques décennies (après la Seconde Guerre mondiale). Il a longtemps abrité les associations, le centre aéré et autres bureaux de vote. Complètement délabré, les portes et

fenêtres ont été enlevées ou cassées, les rosaces des plafonds souillées, les cheminées démontées, la verrière brisée. « Comment remettre en état ce vestige communal ? », a questionné le maire. « Il faut absolument agir maintenant afin que l'édifice ne se désagrège pas totalement, couper les arbres qui poussent au travers des pierres et surtout installer un parapluie pour mettre le château hors d'eau. Il en coûte 200.000€. Faites-moi une demande pour une éventuelle prise en charge », a suggéré le représentant de l'État.



Le maire, Rachid Ben Amor, a présenté sa commune au sous-préfet, Jean-Luc Blondel.

### Un terrain multisports

Un temps envisagé dans le parc de Westhove, le terrain multisports verra le jour dans le parc de l'hôtel de ville, juste derrière le centre jeunesse. Cette construction est soumise aussi aux contraintes des Bâtiments de France. La rencontre avec l'architecte de la BF a défini précisément l'installation de ce terrain qui sera utilisé par les écoles et les adhérents du centre animation jeunesse. D'une longueur de 30 mètres sur une largeur de 15 mètres, cet aménagement est nécessaire pour l'ensemble des jeunes. Il sera clôturé et fermé pour éviter tout rassemblement néfaste. Cette aire sera accessible du côté du parc mais aussi du côté de la rue George-Sand. Des demandes de

subvention ont été formulées auprès de l'État, le Département, la Région, la Caso (20% du coût total) et la CAF. La mise en service est prévue en mars prochain.

## Les Landes

La tournée s'est terminée avec la découverte des Landes océaniques, uniques au Nord de Paris et s'étendant sur les communes d'Helfaut, Blendecques (le plus grand

territoire), Heuringhem et Racquinghem. Le maire lui a montré le merveilleux site de l'étang Arc-en-ciel. Précisons que ces landes sont gérées par Eden 62 (le Conseil départemental). ■





---

---

VP2 - TRANSPORTS,  
INFRASTRUCTURES DE  
TRANSPORT...

---

---

## Une rame « made in Hauts-de-France »

Le site Bombardier a livré à la Région Hauts-de-France un 100<sup>e</sup> TER de type Regio 2N. Une transaction saluée en grandes pompes.



Bombardier Transport a livré à la Région un 10eTER Regio 2N. 25 rames ont été commandées par les Hauts-de-France.

UNE 100<sup>e</sup> rame « *made in Hauts-de-France* » qui ne sera pas la dernière. La région en a en effet commandé 25, c'est-à-dire 18 pour le Nord et le Pas-de-Calais et 7 pour la Picardie. Celle-ci est la 10<sup>e</sup> qui circulera sur le réseau de la région. Cette nouvelle génération de TER à deux niveaux est entièrement conçue et fabriquée à Crespin, près de Valenciennes. Crespin qui s'impose comme le premier site industriel ferroviaire français. « *Je continuerai de défendre les entreprises régionales lors des commandes des Hauts-de-France. Ici, il existe un site et des savoir-faire. Oui, je jouerai le rôle de lobbyiste gratuitement. Nous devons créer dans notre région un Toulouse du ferroviaire* », a lâché le président du conseil régional Xavier Bertrand.

Ce site de Crespin, tournant actuellement à plein régime, fabrique 7 à 8

voitures par jour, soit 50 rames par an. Plusieurs Régions de l'Hexagone ont commandé un total de 213 rames Regio 2N. Chaque collectivité territoriale a pu choisir la configuration nécessaire : couleur, logo, taille (de 6 à 10 wagons) ... Il existe 9 versions différentes.

### Déjà 10 rames pour les Hauts-de-France

Les Hauts-de-France ont d'ailleurs opté pour des versions extra-longues pour la Picardie (comprenant 10 voitures sur 135 m). « *Il est indispensable de répondre aux flux extrêmement importants entre la Picardie et Paris*, indique Xavier Bertrand, président de la Région. *Dès le printemps 2017, ces Regio 2N relieront Amiens et Saint-Quentin à Paris, via Creil.* » Des Regio 2N circulent déjà entre Lille et Lens ou entre Lille et Béthune. Ces rames plus larges que celles précédemment mises en service offriront davantage de confort aux usagers : prises électriques, sièges, tables à langer, bagageries, emplacement pour vélos, caméras de vidéosurveillance... L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite est améliorée grâce à

de larges portes accessibles de plain-pied. Deux sièges pour personnes en situation de handicap sont prévus dans chaque espace.

**Des économies d'énergie « Le Regio 2N permettra de réaliser des économies d'énergie de 15 % à 25 % selon les modèles**, précise Jacky Lion, directeur régional de SNCF Proximités. *Nous avons également cherché à optimiser les opérations de maintenance et d'entretien* ». Et de se féliciter de la rénovation de 90 % du matériel roulant du parc TER national.

La première rame Regio 2N a été inaugurée le 22 septembre 2014 à Lille Flandres puis a été mise en service en novembre 2014. À ce jour, les Regio 2N des Hauts-de-France ont parcouru quelque 5 000 kilomètres.

Le contrat liant la SNCF et Bombardier remonte à 2010, date à laquelle les parties ont signé pour la fabrication de 860 trains, maximum. ■

*par Marig Doucy*



## Ils font le trajet jusqu'à Lille dans les escaliers du train

Chaque matin, les usagers du TER-GV de 7h47 reliant Arras à Lille sont dans la peau de Bill Murray dans *Un Jour sans fin*. Pour eux, l'histoire se répète inlassablement. Même heure. Même train. Mêmes personnes dans la rame. Des personnes trop nombreuses et un train bondé où il faut jouer des coudes pour trouver une place où poser son séant. Pour éviter l'affrontement, Clarisse Neveu a sa stratégie : « Je pars un quart d'heure plus tôt de chez moi pour avoir une place assise. » Pour un départ à 7h47, le train arrive à quai une demi-heure avant : « Ceux qui arrivent dix minutes avant le départ ne trouveront pas de place. » Ils optent donc pour des alternatives boiteuses comme les escaliers ou les

emplacements dédiés habituellement aux bagages, voire les WC. Même si le trajet ne dure qu'une vingtaine de minutes, c'est loin d'être la meilleure des manières pour débiter sa journée.

### Une situation provisoire qui dure

Scarlett Rouzet commence aussi à saturer : « Avant, le TER-GV avait deux rames et c'était déjà bondé. Désormais, il n'y a plus qu'une rame en duplex. Au départ, on nous a dit que c'était lié aux horaires d'hiver, mais rien n'a changé. » Clarisse confirme : « Oui, au départ, on nous disait que c'était temporaire. La personne chargée de l'annonce d'accueil s'excusait

pour les désagréments. Ce n'est plus le cas depuis plusieurs semaines. » Forcément, quand des usagers occupent des escaliers censés faciliter l'évacuation des rames, se pose la question de la sécurité : « Cela génère de vrais problèmes, quand il y a des arrêts brusques notamment, ou quand quelqu'un veut monter ou descendre du train », fait remarquer Scarlett. Pour ne plus faire face aux lazzis des utilisateurs, les contrôleurs auraient même cessé de vérifier leurs titres de transport. Heureusement pour nos deux Arrageoises, le train du retour ne crée pas les mêmes désagréments. Mais pour le 7h47, « on a l'impression que la SNCF n'en a rien à faire. » Antoine DA SILVA ■



---

## « La dégradation du service est énorme par rapport au prix de nos abonnements »

**E**n tant que représentant de l'une des associations des usagers de la SNCF, avez-vous eu des remontées sur le problème des trains et TER-GV bondés ? On dénonce ce phénomène depuis presque un an maintenant. Plusieurs lignes sont impactés, mais depuis que la SNCF a supprimé le train de 17h22, les gens se sont reportés sur le 17h52, le train est donc plus que bondé. Il y a des gens debout, assis dans les travées ou sur les porte-bagages. Par exemple, vendredi dernier, je voulais voyager assis,

j'ai dû acheter un billet à 11 euros pour être assis en première classe, alors que je possède un abonnement à 500 euros l'année. Avez-vous interpellé la SNCF à ce sujet ? Oui, et le pire, c'est que la SNCF est totalement consciente du problème. On l'a dénoncé, mais il n'y pas de solution proposée. En décembre, les lignes vont encore changer, le train de 18h22 va être supprimé pour être remplacé par le 18h37. Le prochain train sera ensuite à 19h22 : il va donc encore y avoir un report des usagers

sur les trains restants. On s'attend à une nouvelle dégradation de la qualité du service. Avez-vous constaté, pendant vos trajets, des problèmes de sécurité ? Il a pu y en avoir. On est parfois à deux doigts du pugilat entre passagers. Il y a parfois des doublons aussi au niveau des places. La dégradation du service est énorme par rapport au prix de nos abonnements. Propos recueillis par Au.D. ■



---

## Des comptages prévus en novembre par la SNCF

**D**u côté de la SNCF, la sur-occupation n'est semble-t-il pas un problème qui date d'hier. Deux raisons principales expliquent d'après les services du rail le phénomène constaté par les usagers. « Les derniers éléments dont nous disposons remontent à une période entre mars et mai. Suite à des changements de service en décembre 2015, sur les horaires et le matériel, nous avons réalisé quelques ajustements », explique-t-on du côté de la SNCF. Un trajet a notamment fait les frais d'un

changement de matériel, réduisant ainsi la capacité d'accueil du TER-GV. « Nous avons mis une rame en duplex en remplacement, donc la capacité de places offertes a été réduite. » Réduite de 200 places, ce qui n'est pas rien. « Mais le matériel utilisé auparavant n'était pas utilisé de manière optimale », prévient la SNCF. « Nous avons procédé à des comptages, qui montraient que le volume correspondait aux nombres de places offertes ». Ce qui n'est plus le cas depuis quelques semaines. « Il n'y

a pas de solution pour le moment. Nous allons lancer une nouvelle campagne de comptage en novembre, pour réajuster ça, si nécessaire. » Entre-temps, la SNCF va poursuivre les filtrages en gare d'Arras, pour faire la chasse aux usagers sans billet ou qui n'ont pas le bon titre de transport. « Ils représentent plusieurs dizaines de personnes, cela nuit au confort à bord ». ■



## CIRCULATION DES TRAINS La vie des usagers encore perturbée

**SAMBRE-AVESNOIS** Des travaux, prévus depuis des mois, vont fortement perturber le trafic ferroviaire pendant le week-end prolongé de la Toussaint.

Gérard Dupagny, président de l'association A fond de train, constate que les usagers sont « *pauvres* » et déplore les manquements de la SNCF. Les travaux incessants et les retards cumulés sur l'année pour divers motifs (absence inopinée d'un agent et défaut d'alimentation électrique arrivant en tête) ne cessent de perturber le trafic de voyageurs.

Et la Sambre-Avesnois est particulièrement touchée. Et ce n'est pas terminé. A l'approche du long week-end de Toussaint (29-30-31 octobre et 1er novembre) où les déplacements sont nombreux, on a évité de justesse l'absence totale de TER et d'Intercités entre Maubeuge et Saint-Quentin. Cela grâce à la ténacité des élus aulnésiens et de Gérard Dupagny. En effet, durant ce week-end, deux ponts métalliques doivent être remplacés à Maubeuge et Hautmont. Dans ce cadre, la SNCF avait prévu l'arrêt de tous ses trains Intercités en

gare de Saint-Quentin pour ces quatre jours. « *Au départ, aucun train ne devait circuler. On a dit qu'il n'en était pas question. C'est l'un des plus gros week-ends de l'année* », peste Gérard Dupagny. Les travaux seront bien réalisés entre Aulnoye et Maubeuge, il n'y avait donc aucune raison pour la SNCF de stopper les trains à Saint-Quentin. « *On a réussi à obtenir l'arrivée des Intercités à Aulnoye. Ensuite, des bus de substitution seront mis en place pour aller jusqu'à Maubeuge* », précise René Dail, élu aulnézien.



Gérard Dupagny et René Dail sont très attentifs au sort que la Région et la SNCF réservent aux Intercités.

Les travaux empêchent aussi la circulation des TER entre Maubeuge et Aulnoye. Là aussi, il faudra prendre les bus prévus par la SNCF.

Pour évoquer tous les désagréments rencontrés, les usagers pouvaient jusqu'à l'an dernier, s'exprimer lors de comités de ligne locaux. Mais le dernier, pour le secteur Avesnois a eu lieu en avril 2015. De nouveaux comités sont programmés pour cette fin d'année, mais ils sont départementaux cette fois. Pour le Nord, il aura lieu à Lille le 15 décembre. « *Comment voulez-vous que les usagers se fassent entendre? Et puis, à Lille, à 18h au siège de Région... personne ne viendra. Il n'y a pas de concertation possible* », se désole Gérard Dupagny. ■

par Aurélie Francart



## La région lauréate pour une application mobile

Le Comité Régional de Tourisme Nord-Pas-de-Calais-Hauts-de-France, a été primé pour le lancement de l'application « Northern France Experience »



L'application propose 23 circuits à travers le Nord et le Pas de Calais.

Les « Trophées de l'Innovation Régions Magazine 2016 » ont été décernés à Reims à l'occasion du

Congrès des Régions de France. Six prix ont récompensé les régions les plus innovantes dans différents secteurs : formation, transition énergétique...

Le Conseil Régional Hauts-de-France, représenté par Christophe Coulon, vice-président délégué à la ruralité, au développement du numérique, à la famille et à l'action sociale, a reçu le « Trophée de l'Innovation » dans la catégorie « Politique culturelle et développement touristique », pour l'application « Northern France Experience », développée par le Comité Régional de Tourisme Nord-Pas de Calais-Hauts-de-France.

Northern France Experience est une application mobile proposant aux visiteurs de la région des circuits touristiques sur mesure, en prenant en compte leurs préférences, leur géo-

localisation et le temps dont ils disposent. Basée sur des contenus éditoriaux et médias de qualité, Northern France Experience, permet également aux mobinautes de profiter d'offres privilèges chez les commerçants par-tenaires rencontrés sur leur parcours.

Aujourd'hui 23 circuits sont disponibles à travers le Nord et le Pas-de-Calais, notamment à Lille, Arras, Saint-Omer, Le Touquet.

Avec ce trophée le Comité Régional de Tourisme NordPas de Calais-Hauts-de-France est fier de voir récompensé son travail pour le développement et la promotion d'une destination touristique accueillante et innovante ! ■



---

VP4 - DÉVELOPPEMENT  
DURABLE, TRI, TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE...

---



## Xavier Bertrand n'est pas fan de l'éolien

HAUTS-DE-FRANCE

Ce n'est plus un secret : Xavier Bertrand n'est pas favorable à l'éolien. « On nous promettait une myriade d'emplois. Ce n'est pas le cas. Et je ne parle même pas des problèmes environnementaux et des pressions exercées sur les propriétaires fonciers », disait-il en juin dernier. Coralie Saenz, ingénieur développement chez Kallista Energy, lui répond que c'est pourtant un secteur très pourvoyeur d'emplois. Selon les premiers bilans, l'éolien fournit la quasi-totalité des 26 % d'électricité produits à partir de source renouvelable.

Le solaire ou l'hydraulique sont encore très marginaux. De nombreux projets éoliens sont dans la file d'attente. S'ils étaient tous acceptés, la puissance éolienne pourrait passer à près de 5 000 mégawatts. « Je le dis clairement, la Région sera défavorable à tous nouveaux projets éoliens », a déclaré Xavier Bertrand qui préfère développer l'énergie nucléaire en se portant candidat pour la construction d'un nouvel EPR après celui de Flamanville en Normandie. C'est une rupture avec l'ancien exécutif régional qui a systématiquement soutenu

les projets éoliens terrestres. Et cela sort du cadre fixé par Jeremy Rifkin qui prévoit, en 2050, de couvrir la totalité des besoins par des énergies renouvelables. ■



Selon Xavier Bertrand, le nucléaire est plus pourvoyeur d'emplois que l'éolien.



LES ÉOLIENNES NE SONT PLUS LES BIENVENUES DANS LE PAYS DE SAINT-OMER. LES ÉLUS DE LA FUTURE CAPSO N'EN VEULENT PAS UNE DE PLUS QUE CELLES PRÉSENTES ACTUELLEMENT. UNE ANNONCE QUI POURRAIT METTRE UN TERME AUX PROJETS SUR LE SECTEUR.

## La future Capso dit « stop » au développement éolien

En avril dernier, les Helfallois découvraient l'existence d'un projet éolien sur le territoire de la commune, le long de la départementale 77, avant le hameau de Mussent. En fait, ce sont trois sites potentiellement favorables aux aérogénérateurs : Helfaut-Ecques, Ecques-Saint-Augustin et Bellinghem-Thérouanne qui ont été identifiés par l'entreprise Boralex.

Rapidement, un collectif d'opposants s'est créé : « Nous n'avions aucune information, alors nous sommes allés les chercher et en avons fait part à la population », précise Jérôme Dordenart. Et les réactions hostiles au projet ne se sont pas faites attendre. « Nous pensions n'être qu'une poignée contre le projet. On s'est vite rendu compte qu'une majorité ne voulait pas de ces éoliennes. Notre pétition a recueilli 620 signatures sur moins de 700 adresses dans le village, on peut dire que c'est significatif ». Le collectif en a remis un exemplaire à la Caso et un autre au sous-préfet. Le représentant de l'État « nous a précisé que si le dossier est solide, il ne pourra pas aller contre, même si les élus s'y opposent », déplore Jérôme Dordenart.

### Pas une éolienne de plus sur le pays de Saint-Omer

Justement, les élus de la future Capso (Communauté d'agglomération du

pays de Saint-Omer) qui sera effective au 1<sup>er</sup> janvier 2017 « ne souhaitent pas poursuivre le développement éolien au-delà des permis déjà accordés et du remplacement des machines existantes. » Nous en avons eu écho. Cette position bien tranchée est aujourd'hui confirmée par les présidents des quatre intercommunalités concernées : François Decoster pour la Caso, Alain Méquignon pour le canton de Fauquembergues, René Al-louchery pour la Morinie et Jean-Claude Dis-saux pour le pays d'Aire. La position des élus est claire : « Avec 26 mâts existants et les 25 permis accordés, nous estimons que nous avons atteint le volume maximal de ce que l'on peut accueillir sur le territoire. » Le territoire, qui a fait sa part dans le développement éolien, va désormais travailler sur d'autres filières d'énergies renouvelables.



Pour les élus de la future Capso, de nouveaux parcs éoliens ne seraient pas compatibles avec la sauvegarde des paysages et du patrimoine historique et culturel.

### Le maire reste favorable aux éoliennes

Francis Marquant, maire d'Helfaut, lui, reste favorable au projet. Il y voit avant tout un avantage économique pour sa commune : « Si ça ne se fait pas, la commune perdra un accompagnement financier important. La position de la Capso sera sûrement adoptée et je serai peut-être le seul à avoir un autre point de vu. »

Quoi qu'il en soit, le refus d'une collectivité ne veut pas dire refus de l'État. François Decoster le sait, « mais nous sommes très indisciplinés. Quand on parle d'un projet de territoire, on parle de toutes ses dimensions, même de celles qui peuvent nous échapper. » Le président de la Caso assure encore que les relations avec l'opérateur restent bonnes. Mais à l'heure où nous bouclons, nous n'avons pas eu de réponses à nos questions de la part de Boralex. ■

par Frédéric Berteloot

## ENCADRÉS DE L'ARTICLE

---

“ « Nous estimons que nous avons atteint le volume maximal de ce que l'on peut accueillir sur le territoire. » F. Decoster



## Le péril de La Chaîne des Terrils ?

L'association La Chaîne des Terrils va-t-elle devoir licencier? C'est en tout cas ce que le conseil d'administration, qui va se réunir en novembre, va devoir décider. « Les finances publiques sont à la baisse, et l'impact se faire ressentir sur les subventions », déplore le président, Francis Maréchal. Le directeur, Stéphane Desreumeaux et les services comptables calculent et recalculent encore, mais le compte n'y est pas. L'association, qui vit essentiellement de subventions, voit le Fonds européen réduit à peau de chagrin. La Région taille également dans

les enveloppes allouées aux associations. La tendance à la baisse est également à craindre au niveau du Département, et a fortiori des collectivités locales, même si celles-ci tentent de maintenir leur soutien au tissu associatif. La Chaîne des Terrils entre dans une période de vache maigre. « Aujourd'hui, le Fonds européen de développement économique et régional (FEDER) ne participe aux actions que dans le cadre d'investissement. Or, nous ne faisons pas de route... Notre association est basée uniquement sur du fonctionnement. » Cela représente un trou de 70000 à 100

000 euros, soit près de 75% du budget. « Ça pose question! », lance le directeur. Les 13 salariés sont régulièrement informés des démarches entreprises par l'exécutif. Pour Francis Maréchal, c'est un coup dur. « Humainement parlant, c'est un crève-cœur. » Il va sans dire, que l'impact risque de se faire ressentir dans le domaine du tourisme, mais pour le directeur, c'est la vocation des 13 associations des Hauts de France qui est dans une situation délicate. Cécile BRAUNE ■



## Qui ? Quand ? Comment ?

**S**a naissance - Le CPIE Chaîne des Terrils a été créé en 1989 par un collectif d'associations de défense de la nature, du cadre de vie et du patrimoine historique et culturel. L'association a débuté avec des bénévoles, puis des emplois jeunes et les contrats d'État qui se sont succédé avant d'embaucher, en CDI, les employés qui se sont formés. Le Conseil d'administration - Il est composé de 24 membres. 12 personnes issues du milieu associatif et autres personnes sensibilisées à l'environnement et 12 élus des collectivités locales, intercommunalités et Département. Son

action - Elle est connue du grand public pour ses actions de sensibilisation à la protection de l'environnement. Cependant, La Chaîne des Terrils a plusieurs cordes à son arc. Notamment dans les activités sportives. Elle est à l'origine de l'école de parapente avec des moniteurs diplômés. Faute de budget suffisant et d'une météo capricieuse, la discipline a été annulée. « C'était une activité folle, mais visible qui attirait les regards sur les terrils. et puis, le parapente s'est développé auprès de divers clubs », raconte Francis Maréchal. Un bureau d'études -

L'association participe au comptage des espèces et la pose d'émetteurs sur les animaux pour étudier leur déplacement. Elle est également au cœur des préoccupations des collectivités locales qui font appel à l'association pour des actions pédagogiques dans les écoles. Mais elle est aussi proche des institutions, comme l'Établissement public foncier (EPF) dans le cadre de repérage des espèces protégées sur des friches en voie de reconversion. C. B. ■



## « Il faudra attendre 2018 »

**D**epuis combien de temps êtes-vous à la tête de l'association? J'ai connu les débuts en 1987. Nous étions les précurseurs et acteurs dans le domaine du tourisme du Bassin minier. C'était à une époque, où on n'y croyait pas et il n'y avait que des bénévoles. En 20 ans, La Chaîne des Terrils est devenue une identité. L'association est-elle vraiment en danger? Nous sommes entre deux périodes fixées. Une convention de six années s'achève et une autre lui succède, mais il y a un an de décalage pour percevoir les subventions. Je crois qu'il faudra attendre 2018 pour

repandre un rythme de croisière. En attendant, toutes les pistes de financement sont explorées. Vous allez vous tourner vers d'autres partenaires? Ce n'est pas évident de trouver des partenaires privés. Et même le mécénat a ses limites. Cela ne représente que 2 à 3% du budget. Quel est l'avenir de l'association? C'est toute une remise en question. Nous devons réfléchir sur des projets pour lesquels nous pouvons prétendre aux subventions. Je pense en particulier à une opération Plantation citoyenne. Le projet consiste à planter des arbres en faisant participer les gens.

Dans ce cas précis, nous pouvons faire appel au Fonds européen. Nous travaillons aussi des thématiques, comme le gaspillage alimentaire ou tout autre problématique environnementale, comme les déchets, la santé. Pensez-vous que le tourisme sera impacté? Depuis le Louvre-Lens, nous n'avons pas ressenti de manière significative d'augmentation du tourisme chez nous, comme on l'espérait. Tout au plus, une certaine effervescence. Propos recueillis par C. B. ■



---

# VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

---

## Hauts-de-France La région débloque un fonds d'urgence à la pêche

À la demande du comité régional des pêches, un fonds d'urgence de 250 000 euros a été mis en place par le conseil régional des Hauts-de-France. Raréfaction du poisson, diminution des quotas (en particulier pour la sole), prix du carburant parfois élevé (même s'il a baissé dernièrement), météo défavorable... La pêche, secteur important de la région avec près de 1 000 emplois embarqués, a cumulé des difficultés successives depuis 2013. À cela s'ajoute un manque de visibilité, en raison du durcissement de la réglementation européenne et des conséquences du Brexit sur la possibilité de continuer de pêcher dans les eaux britanniques.

Mise en place par la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer, une cellule de

veille est chargée d'analyser la situation et d'étudier les demandes d'aide des entreprises de pêche, en relation avec la région. Concrètement, conformément à la règle de minimums, qui plafonne par entreprise les aides lissées sur trois années à 30 000 euros, l'aide conjoncturelle de la région sera instruite en partenariat avec le CRPMEM et les partenaires financiers (notamment le Crédit maritime). Elle sera attribuée sous forme de subvention, en accompagnement d'un report d'échéance de prêts bancaires de deux à six mois.

Un nouveau conseil pêche et aquaculture à FranceAgriMer. Le conseil spécialisé pêche et aquaculture de FranceAgriMer a défini sa nouvelle composition pour une nouvelle man-

dature de trois ans. Il tiendra sa réunion d'installation le mercredi 2 novembre et élira son président, qui sera proposé au ministre en charge de la mer. La nouvelle composition a été publiée au Journal officiel du mercredi 12 octobre.

Une partie du fonds bénéficiera aux 336 pêcheurs professionnels à pied, sous forme d'allègement du montant de leur licence. Principalement concentrés dans la baie de Somme, les pêcheurs à pied sont confrontés depuis deux ans à une surmortalité des coques, avec des volumes divisés par sept en une seule année. ■

*par Benoît Lobez*





## Qui veut gérer le port ?

**B**ertrand Ringot ne cesse de se battre depuis le transfert des compétences pour que le Département s'occupe du dragage du port de Gravelines / Grand-Fort-Philippe. Il y a quelques jours, le maire a renvoyé un courrier au président du Nord, Jean-René Lecerf. L'élu veut des informations sur le dragage et souhaite réinstaurer un conseil portuaire : « La problématique du dragage en milieu portuaire vise à garder la côte d'exploitation des chenaux et bassin pour permettre la navigation en toute sécurité. De plus, le dragage permet de également de lutter contre les inondations dans les zones estuariennes, ou de défense contre la mer et dans les zones ayant des problèmes d'érosion. »

### Et l'image du port ?

Problème aujourd'hui : le port de Gravelines / Grand-Fort-Philippe s'envase de plus en plus. « Cet état de fait impacte directement la gestion de notre port exutoire hydraulique de la plaine Flandre maritime et influe sur la pratique quotidienne des plaisanciers. » Outre les travaux à y réaliser, Bertrand Ringot pointe la « mauvaise image » du port. « Idéalement, ce dragage doit être réalisé chaque année avant le démarrage de la saison estivale, soit entre le 15mai et le 15 juin. »

### Le Département du Nord étudie le dossier

« Ce qui se rapporte au port de Gravelines / Grand-Fort-Philippe, c'est

l'une de mes préoccupations. Nous sommes dans une période charnière de transition de compétence », explique Jean-René Lecerf. Le président du Département a sollicité la Région, « c'est logique qu'elle prenne la compétence du port de Gravelines ». Des courriers ont été envoyés, mais sont, là aussi, restés lettre morte. « J'attends une réunion avec le président de Région. Aujourd'hui, je ne vais pas faire des travaux lourds si je perds bientôt la compétence ! » Chacun se renvoie la balle aujourd'hui, chacun est agacé par cette situation. Mais une décision devra être prise rapidement. R. F. ■



## Les ambitions pour la plaisance

**M**algré ses 625 anneaux, les trois ports de plaisance de Dunkerque (bassin du Commerce, bassin de la Marine, port du Grand Large avec le quai des Hollandais) ont la possibilité de se développer davantage. Aussi, le Syndicat mixte Dunkerque Neptune (SMDN) s'est engagé dans une dynamique de projets d'envergure dans l'optique d'un passage de « l'activité plaisance » sous pavillon communautaire à partir de 2017.

### Le premier dragage du port du Grand Large

Pour la première fois de son histoire, le port va être dragué en totalité entre le 15 et le 30 octobre. Cette opération est exceptionnelle par son envergure dans la mesure où plus de 35 000 m<sup>3</sup> de sédiments seront retirés. Financé intégralement par le Syndicat mixte Dunkerque Neptune à hauteur de 370 000 euros, ce chantier permettra d'atteindre entre 1,5 et 3 mètres de tirant d'eau, sous l'ensemble des pontons, afin de garantir l'accès des bateaux, notam-

ment des voiliers de plus de 15 mètres, à marée basse.

### Dissolution du Syndicat mixte Dunkerque Neptune

Suivant la décision préfectorale du 30 mars 2016, l'activité du Syndicat mixte Dunkerque Neptune sera reprise par la Communauté urbaine de Dunkerque (Cud) à compter du 1er janvier 2017. « Il ne s'agit en aucun cas d'un transfert de compétence, mais d'une nouvelle gouvernance imposée par la dissolution du SMDN », explique la Cud. « La création d'une régie autonome, dotée de son propre conseil d'administration et d'un budget propre n'entraînera, de fait, aucune incidence, ni sur la gestion des ports de plaisance, ni pour le personnel, ni pour les plaisanciers (maintien par exemple au sein de la régie d'une instance de dialogue et du comité des usagers créé par le SMDN en 2005). »

### Une extension du port

Menée par le SMDN de 2012 à 2014, l'étude sur la faisabilité d'un ouvrage de défense contre la houle s'est traduite par des conclusions positives. Objectif d'un tel ouvrage : renforcer la protection de l'ensemble du chenal afin de permettre l'extension du port du Grand Large et du Yachting Club de la mer du Nord, à terme. Les études de maîtrise d'œuvre démarrent ce mois-ci. La réalisation de l'édifice de protection représente un investissement de 1,6 million d'euros. L'étude d'impact et l'enquête publique sont, quant à elles, prévues début 2017, pour une réception de l'ouvrage en 2018. À la suite de ce chantier, pourront s'engager les travaux d'extension du port du Grand Large. Le but est de créer 100 places sur deux pannes et demi supplémentaires dans le prolongement de l'existant et une panne pour les bateaux de pêche/promenade. Montant de l'investissement : 1 million d'euros financé par la nouvelle régie en place. ■



---

---

# VP6 - APPRENTISSAGE

---

---

EMPLOI CHEZ LES JEUNES

## L'apprentissage, la clef de la réussite chez les jeunes

100 % des jeunes passant par une formation en apprentissage trouvent un emploi en CDI selon la Mission Locale et la Maison de l'Emploi et de la Formation. Un atout non négligeable pour les jeunes.

Et si l'apprentissage pouvait résoudre une partie du chômage chez les jeunes ? C'est une question qui se pose lorsqu'on sait que 100 % des jeunes passant par cette formation sont en contrat à durée indéterminée dans les deux ans qui suivent l'obtention de leur diplôme, selon la Mission Locale et la Maison de l'Emploi et de la Formation (MEF).

D'où d'ailleurs les différentes actions que mènent ces deux institutions en faveur des jeunes : action de terrain auprès des entreprises, organisation de forums, des jobs dating... Histories de recenser les besoins des entreprises, de permettre le transfert des savoirs entre salariés proches de la retraite et la relève, d'informer patrons et jeunes des possibilités et... de rendre à l'apprentissage ses lettres de noblesse.

Et depuis plusieurs années, les organismes d'aides auprès des jeunes telle que la Mission locale et la MEF se sont aperçus de plusieurs changements. Tout d'abord, le public touché

est plus âgé qu'auparavant et plus diplômé aussi. Et d'autre part, les besoins des entreprises ont évolué. Aujourd'hui, les nouveaux métiers liés à l'environnement sont demandeurs par exemple, ou encore l'automobile, la carrosserie, la chaudronnerie...



Les responsables de la Mission Locale et de la Maison de l'Emploi et de la formation.

### Encore des jeunes non diplômés

Toutefois, sur notre secteur, en 2013, 37,5 % des jeunes de 16 ans sortaient du cursus scolaire sans diplôme ni qualification. En 2016, on en comptait 31 % sur le Plateau Picard. Ce taux élevé est dû notamment au problème de mobilité des jeunes et des familles, mais aussi au manque de

soutien des familles envers certains jeunes, soutien primordial pour la réussite des adolescents. *«Il y a aussi une orientation vers l'apprentissage par défaut avec des a priori. L'apprentissage n'est pas une voie de garage! 80 à 89 % des jeunes diplômés sont en CDI dans les 3 à 6 mois qui suivent leur diplôme et 100 % dans les deux ans. C'est une voie royale! »* indique le directeur de la Mission Locale du Plateau Picard. Et de souligner : *«Nous sommes là pour aider et accompagner les jeunes dans leur projet aussi bien dans la recherche de la formation ou d'un contrat que dans la mobilité, le logement... et l'aider à avoir confiance en lui...»* D'autres contrats pour aider

les jeunes existent, tels que le contrat d'avenir ou le contrat aidé... La Mission Locale est aussi là pour définir un plan de formation avec les jeunes et déterminer ce qui lui convient le mieux. ■

*par Marjorie Michaud D.*

## PRATIQUE LE PAYS CLERMONTOIS ET PLATEAU PICARD

**L'emploi en chiffres...** Population : - 67 333 habitants en 2013 - 21% ont moins de 15 ans -18 % entre 15 et 29 ans - 48 % entre 30 et 64 ans

- 13 % ont plus de 65 ans - 75 % des 15/64 ans sont des actifs. - 9 % sont des cadres et professions intellectuelles supérieures. - 28 % sont des ouvriers. - 31 % sont des professions intermédiaires.

Entreprises et emplois : - 4745 établissements ont été recensés sur le secteur concerné au 1er janvier 2016. - 65 % n'ont pas de salarié - 15 % sont dans le secteur de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale.

- 11 % dans l'agriculture - 6 % dans l'industrie - 10 % dans la construction - 57 % dans le commerce, le transport et services divers. - 15 111 postes salariés ont été recensés au 31 décembre 2013 dont 55 % dans des établissements de plus de 50 personnes.

- Les autres sont : 2% dans l'agriculture, 20 % dans l'industrie, 4 % dans la construction, 29 % dans le commerce, le transport et services divers et 45 % dans l'administration publique, enseignement, santé et action sociale. Marché du travail :

- 4230 demandeurs d'emploi au 31 décembre 2014 avec une augmentation de 4,2 % entre décembre 2013 et décembre 2014.

- 44 % sont des demandeurs inscrits depuis plus d'un an. - 49,8 % sont des femmes - 21,6 % ont moins de 25 ans - 20 % ont plus de 50 ans et plus. Source : Maison de l'Emploi et de la Formation.



---

# VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

---

## Il faut sauver le marché aux bestiaux

**LE CATEAU** La ville part à la pêche aux subventions pour réhabiliter son marché aux bestiaux. Le bâtiment est l'un des derniers dans la région des Hauts de France.

C'est l'une des fiertés de la ville. Le marché aux bestiaux est le dernier du Nord et l'un des deux (avec celui d'Arras) derniers de la région. Ce lieu « exceptionnel » a été créé sur 2 hectares en 1972. Il devient couvert en 1983. « *Ce centre de rassemblement, où se pratique des cotations, est incontournable pour défendre au mieux la valeur de l'animal et donc l'intérêt de l'éleveur* », souligne Serge Siméon, le maire, lors du conseil municipal du mercredi 12 octobre.

### 122 000 EUROS D'INVESTISSEMENT

Les bâtiments appartenant à la commune du Cateau doivent subir un profond lifting. Le poids des années pèse sur ce marché aux bestiaux. « *Il nous a semblé judicieux pour nous de déposer des projets de rénovations du bâtiment* ». Des travaux qui concernent les menuiseries et la toiture en passant par les peintures ou

#### ENCADRÉS DE L'ARTICLE

encore le remplacement de l'éclairage. La rénovation est estimée à plus de 122 000 euros.

La ville espère trouver des partenaires dans ce dossier. Le Pays du Cambrésis et la Région pourraient dégager des enveloppes pour ce projet. La ville souhaite obtenir 70 % de subventions de la part de la Région et 10 % de la part du Pays du Cambrésis. « *Les travaux de réhabilitation comprendront cinq lots. C'est notre patrimoine. C'est un bâtiment communal qu'on entretient* ». En autofinancement, la ville n'aurait plus que 29 505 € à déboursier.

### D'IMPORTANTES ÉCONOMIES POUR LE BÂTIMENT

Les travaux permettraient à la régie qui gère le marché de faire quelques

économies, notamment de chauffage et d'électricité.

La nouvelle est en tout cas accueillie très favorablement par l'ensemble du conseil municipal. Jean-Paul Burlion saluait « *un bon investissement* ». ■



Lors de la Saint Matthieu, le marché aux bestiaux a connu une belle affluence. Le conseil municipal souhaite rénover le bâtiment.

par Antoine Fichaux

## Un lieu historique

**Un lieu historique** Les premières foires ont lieu en l'an 1001. Le 22 de chaque mois, environ mille bêtes se rassemblent dans les rues de la ville et 2000 lors de la Saint Matthieu. Pour éviter l'encombrement, la municipalité décide de créer un marché aux bestiaux en 1972.



ALIMENTATION LA RÉGION A VOTÉ UNE DÉLIBÉRATION POUR DÉVELOPPER L'APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS LOCAUX DANS LES RESTAURANTS DES LYCÉES DES HAUTS-DE-FRANCE.

## Manger local à la cantine



À l'horizon 2021, l'ensemble des restaurants scolaires des lycées de la région devront proposer au minimum 70 % de produits locaux.

Envir des repas de qualité aux lycéens, tout en offrant une opportunité aux agriculteurs qui connaissent des difficultés dans leurs filières, c'est l'objectif de la stratégie de développement de l'approvisionnement local, votée le 13 octobre par le Conseil régional des Hauts-de-France.

## Organiser l'approvisionnement

À l'horizon 2021, l'ensemble des restaurants scolaires des lycées de la région devront proposer au minimum 70 % de produits locaux, dont 10 % de produits bio. Les produits locaux ciblés en priorité sont la viande, les produits laitiers, les produits à base d'œufs et les produits issus de l'agriculture biologique régionale.

La Région a pour objectif de faciliter le travail des chefs de cuisine : dès 2017, ils pourront suivre une formation « Cuisiner brut, local et durable en restauration scolaire ». Elle

s'engage aussi à contribuer financièrement à l'achat de produits locaux et à réorganiser les groupements d'achats pour permettre de faire travailler les producteurs les plus proches des lycées.

Aujourd'hui, les plateformes de commande des produits locaux des Chambres d'agriculture facilitent l'achat de proximité. L'objectif est de les réunir pour créer un outil unique pour toute la région Hauts-de-France. Pour que le système soit efficace, agriculteurs et intendants des lycées doivent apprendre à mieux se connaître et à travailler ensemble. C'est pourquoi il est nécessaire d'organiser des rencontres entre les producteurs et les professionnels (restauration collective, grossistes, restaurateurs...), et des visites de fermes ou des présentations de produits dans les lycées.



## Sensibiliser les jeunes

Au-delà de la qualité des repas fournis, l'objectif de la stratégie de développement de l'approvisionnement local est d'inciter les lycéens et leurs parents à consommer local. Pour cela, la Région a développé une campagne de communication « Je mange local et vous ? ». Des associations régionales organiseront également des temps forts avec des lycéens (dégustations, conférences, ateliers cuisine) pour sensibiliser à l'alimentation durable et aux circuits courts. ■





---

---

**VP9 - FORMATION ET  
RELATIONS AVEC LES  
ENTREPRISES**

---

---

## NOUVELLE FORGE Le QG des startups ouvre en mars

**ANZIN** La nouvelle forge est un lieu hybride dédié à l'accueil et au développement des startups du numérique sur le parc des Rives créatives.

Cet espace sera dédié à l'innovation numérique, au prototypage de projets et à l'émergence de startups. Sur une surface de 1 300 m<sup>2</sup>, ce projet est destiné à créer une véritable émulation autour du numérique, en permettant à différents publics de se rencontrer, d'échanger et de travailler ensemble. La Nouvelle Forge accueille trois programmes complémentaires :

### • Une ruche d'entreprises numériques

A la fois incubateur, pépinière et hôtel d'entreprises, la ruche de la Nouvelle Forge offre aux jeunes entrepreneurs du numérique, un espace dédié de 800 m<sup>2</sup>, sur deux niveaux, découpé en 18 bureaux et 3 salles de réunion. Ouverture début novembre 2016.

### • POP School

L'école du numérique POP School propose une formation gratuite au métier de développeur/développeuse web et mobile, rapide et sans pré-requis de diplôme. Elle s'adresse aux jeunes de 18 à 26 ans, sans emploi ni formation. Hébergée sur le site des Archers, POP School s'installera sur la Nouvelle Forge en décembre 2016.

### • Le Garage Numérique

Le Garage Numérique est doté d'un espace de coworking, d'un Fablab (atelier ouvert au public dans lequel toutes sortes de machines-outils sont mises à disposition pour la conception et la réalisation d'objets) et d'une structure d'accompagnement à l'innovation, à la détection et à l'accueil de porteurs de projets numériques issus des quartiers « Contrat de ville ». Ouverture en mars 2017.

Les Rives Créatives de l'Escaut comptent déjà : • La Serre Numérique, centre de formation accueillant les étudiants du Groupe Rubika.

• CIV, un green data-center. • Le projet « Helios », centre d'affaires et hôtel d'entreprises dont l'ouverture est prévue en juillet 2017. Valenciennes Métropole offre les conditions de développement idéales pour les entreprises du numérique. L'objectif, à terme, est de créer 2 000 emplois qualifiés en lien avec cette filière. ■



Cet espace en rénovation sera dédié à l'innovation numérique et à l'émergence de startups sur 1 300 m<sup>2</sup>.



---

VP10 - ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR, RECHERCHE,  
UNIVERSITÉS

---

## « L'Ulco, pas assez attrayante »

L'Université du littoral Côte d'Opale (Ulco), c'est 6960 étudiants répartis à Boulogne-sur-Mer, Dunkerque, Calais et Saint-Omer. Classée 4e au niveau national et 1ère dans la région, l'Ulco obtient un taux de réussite de 51,5% en fin de première année de licence, contre 39,7% de moyenne nationale. À sa tête, Hassane Sadok, inventeur de l'expression « université à dimension humaine. » Vous êtes parmi les universités de la région les mieux classées, et pourtant vous ne constatez qu'une légère augmentation des inscriptions cette année. Pourquoi? L'Ulco n'est pas assez attrayante. Pourtant, les parents et les étudiants se trompent en pensant qu'à Lille, ils trouveront de meilleures formations et une insertion plus aisée. J'ai connu et exercé comme maître de conférences dans de grandes universités. La qualité de l'enseignement est sensiblement différente qu'on soit dans un grand amphî ou dans une salle de cours à taille humaine. Contrairement aux universités lilloises, les étudiants de nos établissements peuvent discuter plus facilement avec leurs enseignants. Ils ont égale-

ment accès à la gouvernance de l'Ulco. C'est pourquoi, je parle d'université à dimension humaine. Vous avez ouvert de nouvelles formations (licence pro optique professionnelle à Calais, licence pro industrie agroalimentaire à Boulogne et licence pro des métiers de la gestion et de la comptabilité à Calais) et mis en place la 3e année de licence en droit. Avez-vous d'autres projets? Nous travaillons avec les élus et les entreprises pour ouvrir, en 2018, un institut de la science de la mer pour former des ingénieurs à Boulogne. Mais ce n'est pas tout, puisque nous collaborons avec la mairie de Calais pour la réalisation de travaux de rénovation et sécurité du parking. La municipalité participe au tiers du montant total du chantier, soit 250000 euros environ. Pour ce qui est du projet de construction d'une maison étudiante à Calais, je tiens à rassurer les étudiants. Elle va être réalisée. Nous attendons seulement la réponse de la Région sur notre demande de subvention, pour connaître le montant total des investissements. Les nouvelles technologies font aussi partie des nouveautés, notamment avec

l'achat de boîtiers numériques... Ils sont en activité depuis la rentrée universitaire et sont disponibles à Dunkerque, Boulogne, Calais et Saint-Omer. Ces derniers permettent, par exemple, aux enseignants de consulter les étudiants et vérifier au moyen d'un QCM, en direct, que ces derniers ont compris le cours. Les résultats apparaissent immédiatement sur le tableau. Les boîtiers sont disponibles dans les bibliothèques universitaires et peuvent transiter d'une ville à l'autre, en fonction des besoins. Il y a aussi l'installation d'une salle interactive à Dunkerque... Elle devrait pouvoir fonctionner avant la fin de l'année à Dunkerque, puis vers la fin 2017 pour les autres sites. Il s'agit d'équiper une salle d'un tableau et de tables interactives pour une capacité de 25 à 30 étudiants. Elles pourront être facilement déplacées (elles sont à roulettes) et favorisent le travail en groupe et les nouvelles pédagogies. D'ailleurs, nos enseignants bénéficieront d'une formation pour optimiser l'équipement. L'achat du matériel seul est estimé à 40000 euros. Propos recueillis par Virginie Courteaux ■



---

---

# VP11 - LYCÉES

---

---

## Fermeture annoncée pour le lycée en 2017... puis annulée

**M**ercredi, lors d'une conférence de presse sur un autre sujet, Franck Dhersin, conseiller régional et maire de Tétèghem, lâche une petite bombe dans le monde de l'éducation. À la rentrée prochaine, le lycée des Plaines du Nord, peu occupé, fermera. L'annonce fait du bruit, beaucoup de bruit même, mais n'a fait l'objet d'aucune concertation. Pour Claude Nicolet, ancien conseiller régional, cette annonce est complètement insensée. Sur son blog, il publie un billet dénonçant la situation. L'ancien élu à la Région et attaché parlementaire de Christian Hutin s'insurge : « Si une réflexion est en cours depuis des années sur l'avenir du lycée des Plaines du Nord, je suis

bien placé pour savoir qu'il n'a jamais été question de fermer l'établissement. Je me suis toujours battu avec son conseil d'administration pour que ses intérêts soient bien pris en compte par les services de la Région. Le travail a été fait. » Claude Nicolet a siégé pendant cinq ans au conseil d'administration du lycée, et connaît le dossier. Il parle d'ailleurs d'une décision « à l'emporte-pièce ». Du côté de l'équipe éducative, aucune déclaration sur une telle annonce. Tout ce que l'on commente, c'est la surprise d'une telle annonce. Pour la Région, on explique qu'une réflexion est en cours sur l'ensemble des établissements de la Région, sans en dire plus.

Finalement, 24 heures après avoir lâché la bombe, un communiqué de la Région vient rectifier, si ce n'est annuler, le tir rapide de Franck Dhersin la veille. « Manöelle Martin, vice-présidente en charge des lycées a souhaité réaffirmer que les Plaines du Nord à Grande-Synthe sera bien ouvert à la rentrée scolaire 2017. » Démenti ou pas en arrière, la Région a, en tout cas, pris l'engagement que le lycée restera bien ouvert à la rentrée prochaine. Néanmoins, un audit sera réalisé dans les mois qui viennent pour connaître avec précision la vitalité de ce lycée. Lucas Gellé ■



---

## « Plus de débat là-dessus »

P our les lycées construits trop vite ou à moitié remplis, la Région réfléchit à une politique de mutualisation dans un souci de préservation des deniers publics. Voilà ce qui pourrait expliquer les déclarations de Franck Dhersin au sujet du lycée des Plaines du Nord. Le maire de Tétéghem et conseiller régional a présenté la fermeture du lycée des Plaines du Nord dans ces termes : « Avec un lycée qui est pratiquement

vide, alors que dans un rayon de cinq ou six kilomètres, d'autres établissements ont les mêmes formations, ou peuvent en récupérer, on peut faire des économies d'échelle. » L'élu n'a pu sortir ce discours de son chapeau. À cela, Franck Dhersin rajoute que, « aujourd'hui, tout le monde est au courant et il n'y a plus de débat là-dessus ». Pour autant, l'équipe éducative et le maire de la commune, Damien Carême, expliquent avoir ap-

pris la nouvelle par la presse. Finalement, Manöelle Martin, vice-présidente à la Région en charge des lycées, vient enfoncer le clou du démenti en expliquant que « le Conseil régional est attaché à ce que l'ensemble des jeunes des Hauts-de-France ait accès à un service public de l'Éducation nationale de qualité et de proximité ». L. G. ■



CRÈVECOEUR-LE-GRAND

## Gymnase à réparer et nouveau bloc sanitaire à l'EREA

L'établissement régional d'enseignement adapté dépend du nouveau conseil régional des Hauts-de-France. L'élue chargée des lycées a rencontré la directrice.

Le conseil régional Hauts de France se penche sur l'EREA (établissement régional d'enseignement adapté). Jeudi 6 octobre, Manoëlle Martin, vice-présidente en charge des lycées, a visité l'établissement. Elle a échangé avec la directrice Hélène Souriau.

L'EREA accueille 110 élèves dont 71 internes. Il possède une partie SEG-PA et une partie lycée professionnel (CAP). Le conseil régional est propriétaire du site. Il est aussi l'employeur des agents d'entretien, de maintenance et de restauration (15 agents, 2 CUI, 1 apprenti). L'éducation nationale emploie les équipes administrative et enseignante

« Toutes les catégories d'enseignants de l'éducation nationale travaillent ici, explique la directrice. Ils sont une trentaine. Nous avons des professeurs des écoles. Ils assurent l'encadrement éducatif. Nous avons aussi des professeurs de collège et lycée et des professeurs de lycée professionnel pour les cours. »

L'EREA a bénéficié d'une rénovation importante en 2010. Mais tout n'est pas parfait. Construit lors de ces travaux, le gymnase fuit. « À chaque fois qu'il pleut, les professeurs d'EPS sont obligés d'éponger. Les élèves ne peuvent pas faire de sport dans de bonnes conditions. » « Il faut faire jouer la garantie décennale », répond Mme Martin.

Suite à des dégradations, les w.-c. du bâtiment « O » sont à refaire. « Le bloc sanitaire ne tient pas compte de la mixité des élèves, détaille Mme Souriau. Lorsque le CAP fleuriste a été ouvert, l'EREA a accueilli des filles. Les toilettes n'ont pas été adaptées en conséquence. »

La commune a donné son feu vert (autorisation de travaux). Mme Martin cale la démolition « en décembre, suivie de deux à trois mois de travaux » pour un bloc sanitaire neuf.

### La sécurité

La sécurité avait été évoquée en premier. Le site dispose de trois entrées

différentes. La directrice a demandé la mise en place de la vidéosurveillance pour les entrées donnant sur la rue de La Rochefoucauld. Deuxième « urgence », insiste la directrice : « La sonnerie PPMS\* n'est pas parfaitement audible sur tout le site. » L'alarme incendie fonctionne parfaitement. La Région va régler ces questions au plus vite.

\* Plan particulier de mise en sécurité ■



Jeudi 6 octobre, Hélène Souriau a rencontré Denis Pype, Jean Cauwel et Alexis Mancel, conseillers régionaux des Hauts-de-France. Manoëlle Martin est arrivée un peu plus tard.

par Matthias Schweisguth





## INAUGURATION DU CAMPUS SCOLAIRE Le ruban est enfin coupé

**SAINS-RICHAUMONT** Mercredi 12 octobre, en présence des enfants et enseignants, les élus et le préfet ont inauguré la structure.

Le campus de Sains-Richaumont a été inauguré mercredi dernier en présence de nombreux élus et du préfet de l'Aisne Nicolas Basselier. Les personnalités ont été accueillies par le maire et président du Syndicat scolaire, Jean-Pierre Viéville, dans le hall de l'établissement pour la coupure de ruban. Mais au préalable, ils ont pu apprécier la surprise concoctée par les élèves de l'école de musique de la Thiérache du centre.

### 12 CLASSES, 12 NOMS, 12 COMMUNES

Après la coupure officielle du ruban, l'édile et le directeur du campus, Jean-Luc Becquet, ont refait l'historique de ce projet datant de huit ans et réalisé en deux années de travaux. Les élus ont été admiratifs face aux outils informatiques mis à la disposition des enfants. Il se sont d'ailleurs prêtés au jeu en testant les tableaux numériques. Tous ont aussi pu remarquer que chacune des classes portées le nom des 12 communes du canton. Le projet a germé

en 2008 lorsque la rénovation des bâtiments scolaires s'est faite cruellement ressentir. Les travaux ont débuté en 2013. Après 18 mois de chantier les 300 enfants ont pu entrer dans le campus ultra moderne qui intègre harmonieusement l'ancienne école typique du XIXe siècle.

### PRESQUE 4 MILLIONS D'EUROS DE TRAVAUX

A l'issue de la visite, Jean-Pierre Viéville a rappelé une fois de plus, sa fierté. Celle d'avoir vu ce projet se concrétiser. « *Le campus est un outil indispensable pour nos enfants* ». Il remercia pour l'occasion tous les acteurs financiers (l'État : 900 000 euros, FNADT : 120 000 euros, Région : 68 052 euros, Département : 750 000 euros, CCTC : 450 000 euros, réserve parlementaire : 10 000 euros) pour un coût total de 3 990 662 euros. Sans oublier ceux qui se sont activés au travaux.

Le préfet a parfaitement résumé la finalité du projet : « *La plus belle réus-*

*site tient sans doute dans le fait que 12 communes rurales sont parvenues à travailler ensemble pour offrir aux élèves les meilleures conditions possibles* ». ■



Samedi matin, la municipalité avait une nouvelle fois ouvert les portes du campus pour les futurs élèves. Au programme, visite guidée par les enseignants, les élus et les parents d'élèves.



Le préfet et les élus ont officiellement inauguré le campus mercredi dernier.



---

---

# VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

---

---

## Rendez-vous dans deux ans



Le terrassement a déjà commencé.

À côté de la caserne des pompiers, les premiers coups de pioche ont été donnés fin août. Il s'agissait alors de construire la base de vie sur le chantier. Aujourd'hui, les pelleteuses creusent profond et l'on peut déjà voir le trou qui recevra les bassins. Pas de doute, le futur centre aquatique du pays de Lumbres est lancé. Mais on ne démarre pas un chantier à plus de 8 millions d'euros sans un minimum de cérémonial. Vendredi 14 octobre, Christian Leroy, président de la communauté de communes du pays de Lumbres (CC-PL), Joëlle Delrue, maire de Lumbres, Jean-Claude Leroy, sénateur, Brigitte Bourguignon, députée, Michel Dagbert, président de conseil départemental, et Jean-Luc Blondel, sous-préfet, ont scellé la première pierre du bâtiment. Mais, les élus n'étant pas particulièrement bricoleurs, pour éviter tout risque de fuite, les ouvriers ont intérêt à repasser derrière. D'autant plus que la pierre était en fait un bloc d'aluminium et de plexiglas : « pour rappeler les matériaux qui seront utilisés », souligne Jean-Michel Croquelois, vice-président de la CCPL chargé des travaux neufs et qui suit particulièrement le chantier de la piscine.

### 45 ans de bons et loyaux services

La piscine Marx-Dormoy, inaugurée le 8 juillet 1973, a encore deux ans de fonctionnement avant reconversion (notamment en vestiaires pour la plaine de sport et de loisir). En effet, le centre aquatique ouvrira ses portes à l'été 2018 et devrait drainer énormément de public. La piscine actuelle c'est déjà 120.000 usagers : « demain ce sera plus encore avec la dynamique engagée par l'équipe de la piscine sous la direction de Serge Brisac ». Un message qui laisse penser que la gestion en régie a les faveurs du président. Un bel encouragement pour cette équipe qui maintient l'ancien équipement à bout de souffle.

Ce complexe sera évidemment utilisé par les scolaires et les licenciés des associations déjà en place : les Tritons lumbrois pour le perfectionnement de la nage et la compétition, et Sub'Aa pour la plongée. Aux présidents respectifs, Christian Leroy a déclaré : « Nous comptons sur vous pour porter haut les couleurs de vos clubs, donc du pays de Lumbres. »

Petit clin d'œil encore aux Tritons lumbrois, les bassins seront en acier-inox revêtu d'une épaisse couche de PVC, la même technologie que celle utilisée pour les bassins des JO de Londres et de Rio. « De là à espérer que les compétiteurs des Tritons soient un jour aux Jeux olympiques, et pourquoi pas à ceux de Paris en 2024, il n'y a qu'un pas », s'est amusé

à dire Christian Leroy. Daniel et Franck Haudegand, président et directeur sportif des Tritons, sont déjà dans les starting-blocks.



Pour la première, le tournevis a remplacer la truelle. Pas sûr que ce soit plus efficace.

### L'aspect technique

Le futur centre aquatique sera à la fois sportif, ludique et apaisant, et gardera le côté familial qui fait le succès de la piscine actuelle. Le bassin sportif de 25x15 mètres, comptera six couloirs. Sa profondeur ira de 1,90m à 3,50m, indispensable pour la pratique de la plongée. À cela s'ajoutera un bassin d'apprentissage de 15x15 mètres, une zone ludique avec des jeux pour les plus petits. Le complexe bénéficiera d'un traitement d'air et d'eau dernière génération. L'eau sera traitée à l'ozone et filtrée par billes de verre. Toutes les zones d'eau seront accessibles aux personnes à mobilité réduite. On y trouvera aussi une salle de fitness, des gradins permanents pouvant accueillir 122 personnes, un bureau pour les associations et... « avec l'optimisme qui nous caractérise », un solarium extérieur. Allez, encore deux ans de patience. ■

par Frédéric Berteloot

### Quelques chiffres

La Communauté de communes a demandé à ce que plus de 4000 heures de travail soient réservées à des publics en difficulté et en recherche d'emploi. De même, les élèves du lycée Bernard-Chochoy, spécialisé dans le bâtiment, pourront suivre le chantier au travers d'échanges et de visites de chantier. La CCPL joue ici son rôle d'acteur économique et favorise la formation tout en répondant aux attentes des habitants du territoire. Un cercle vertueux qui a suscité l'admiration des élus régionaux et départementaux.

Le Département apporte 1 million d'euros au projet, « parce que nous avons jugé de la qualité de la réflexion au sein du conseil communautaire et de la qualité apportée au besoin d'une population », précise Michel Dagbert, président du conseil départemental. Le Conseil départemental va consacrer jusqu'en 2020, 190 millions par an à l'investissement. La CCPL a déjà quelques suggestions à faire...

Le Conseil régional accorde une subvention de 800.000€, car « ce bel équipement profitera à la CCPL, mais aussi à d'autres habitants du Pays de Saint-Omer, aux lycéens également. »

L'État accorde 400.000€ via le centre national pour le développement du sport : « Un bon projet arrivera toujours à trouver un bon financement. Et ici il y a pas mal de projets intéressants. »

Coût total de l'opération : 8,5 millions d'euros, 2,2 millions de subventions. Coût hors maîtrise d'œuvre : 6,3 millions d'euros. **F. B**



---

---

# VP15 - SANTÉ

---

---

L'ACTE DE CESSION DU TERRAIN POUR LA CONSTRUCTION DE LA MAISON DE SANTÉ A ÉTÉ OFFICIELLEMENT SIGNÉ MARDI DERNIER

« J'ai rarement vu un projet aussi abouti, c'est un exemple à suivre »

**N**ouvelle étape dans le projet de Maison de santé. L'acte de cession d'une parcelle de terrain pour l'euro symbolique par le Centre hospitalier a été signé officiellement mardi dernier.

Gagnant-gagnant. C'est ce qu'il faut retenir de l'accord entre la communauté de communes et le Centre hospitalier du Ternois.

« Ce projet est un exemple à suivre »

L'épilogue s'est joué mardi dernier avec la signature devant notaire de l'acte de cession d'une parcelle par l'établissement de soins. C'est sur cette parcelle, rappelons-le, qu'est prévue la construction de la Maison de santé pluridisciplinaire Léonard de Vinci (notre édition précédente). «C'est un service que nous rendons mais nous y trouvons également notre intérêt», notait Pierre Bertrand, le di-

recteur du Centre hospitalier. «*Nous densifions l'offre de soins avec l'appui des libéraux et des spécialistes*». Le directeur ne tarissait pas d'éloges «*j'ai rarement vu un projet aussi abouti, il nous sert de modèle, c'est un exemple à suivre même pour l'Agence régionale de santé*». Il marque selon lui une «*volonté politique forte*», accompagnée par la synergie des libéraux autour du Dr Turi. Le généraliste préside l'association des professionnels de santé.



Symbolique aussi l'échange d'une pièce d'un euro : le montant de l'acte de cession.

## Une offre de soins étoffée

Ce projet Maison de santé cadre parfaitement avec les objectifs du Groupement hospitalier de territoire (lire notre encadré) notamment en matière de suivi du patient (on parle souvent de parcours). Des consultations avancées (par des spécialistes venus d'Arras) sont déjà proposées au Centre hospitalier. Elles vont être renforcées dans les mois à venir. ■

par Anthony Hoyern



## Un Groupement hospitalier de territoire, c'est quoi ?

**L**e 5 juillet dernier, Marisol Touraine officialisait la création de 135 Groupements hospitaliers de territoire. La région Hauts-de-France en compte 14 dont celui de l'Artois-Ternois qui nous concerne de plus près. Mais au fait, c'est quoi un GHT ?

Un Groupement hospitalier de territoire (GHT pour les intimes) est un dispositif qui régit la coopération entre plusieurs établissements publics de santé d'un même territoire.

La mise en oeuvre des Groupements hospitaliers de territoire a commencé

en novembre 2014 sous l'impulsion de la ministre de la Santé. La création des GHT est prévue par la loi de santé 2016. La définition, les objectifs et les modalités de constitution de ces entités, sont décrits dans l'article 107 du projet de loi de modernisation de notre système de santé, adopté par l'Assemblée nationale le 17 décembre 2015.

### Une meilleure prise en charge des patients

L'objectif des GHT est double : l'écriture d'un projet médical com-

mun pour une meilleure prise en charge des patients et une gestion commune visant à réaliser des économies (systèmes d'informations, fonction achat, plans de formation, etc...).

Le GHT de l'Artois-Ternois regroupe les Centres hospitaliers d'Arras, Bapaume et du Ternois. La démarche sera sans nul doute facilitée puisque ces trois établissements ont le même directeur, à savoir Pierre Bertrand. ■



---

---

# POLITIQUE RÉGIONALE

---

---



• HAUTS-DE-FRANCE CONSEIL RÉGIONAL

## 30 euros pour certains usagers des TER

Les élus du Conseil régional ont notamment débattu sur les thématiques de l'emploi et des transports lors de la récente séance plénière.

### > Usagers des TER : les indemnisations

Les usagers des TER sont dédommagés lorsque la SNCF ne peut répondre à ses obligations. Mais dans les deux anciennes régions, les modalités diffèrent. Dans l'ex Nord - Pas-de-Calais, un forfait annuel de 30 euros (par bénéficiaire dont la durée d'abonnement est supérieure ou égale à 1 mois, pour les désagréments subis en 2015). En Picardie, en revanche, les usagers sont remboursés à hauteur de 20 % de leur abonnement mensuel. La Région finance la moitié de ces indemnisations. « *SNCF Mobilités prend la Région pour une vache à lait!* », lâche Adrien Nave, conseiller du groupe FN RBM. Sur-tout, ces deux conventions entraînent une rupture d'égalité entre les habitants, aujourd'hui d'une même région. « *Ces documents seront harmonisés en 2017 et 2018, a répondu le vice-président en charge des transports Géraud Darmanin. Par ailleurs, les conditions de dédommagement seront clairement affichées en gares* ».



Les 29 participants aux Jeux Olympiques et paralympiques ont été mis à l'honneur par les élus de la Région.

« *Le dispositif de dédommagement des usagers en Picardie s'avère être plus simple et plus favorable pour les usagers des trains. Il a lieu de s'aligner sur ce dispositif* », a plaidé Adrien Nave. Réponse à partir de 2017.

### > Sur les lycées

La politique de gestion des lycées de la région devrait connaître plusieurs changements. Concrètement et prochainement, 70 % de produits locaux, dont 10 % bios, devraient être servis dans les cantines d'ici 2021. Une cinquantaine d'établissements devraient par ailleurs être dotés de fablabs, des ateliers équipés de matériel et outils professionnels, tels des imprimantes 3D ou découpe laser.

### > Proch'Emploi

L'objectif fixé en début de mandat de remettre 60 000 personnes en activité n'a pas été tenu, convient le président de Région, Xavier Bertrand. « *Mais nous avons obtenu des premiers résultats, j'y consacre 80 % de*

*mon agenda. Et nos efforts se poursuivront une fois la barre des 60 000 personnes atteinte.* » Xavier Bertrand estime à 50 000 demandeurs d'emploi les personnes ayant retrouvé une activité, emploi ou formation, grâce aux actions de la Région. « *Nous veillerons par ailleurs à faciliter la vie de ceux qui reprennent une activité, par exemple, en lançant un dispositif leur permettant de disposer d'un véhicule* », a poursuivi Xavier Bertrand.

### > Canal Sambre - Oise

Les travaux du canal Sambre - Oise vont débuter dans les jours à venir. L'opération s'élevant à 12 millions d'euros sera financée par la Région à hauteur de 4,5 millions d'euros. Ce canal devrait être emprunté par 1 800 bateaux par an. Avant sa fermeture en 2006, ce sont 600 péniches qui naviguaient sur le canal.

### > Jeux Olympiques et paralympiques

Les 29 représentants des Hauts-de-France, dont 6 médaillés, ont été mis à l'honneur. La Région étudie la reconversion de ceux arrêtant la compétition, a souligné Florence Bariseau, vice-présidente aux sports. ■

par Marig Doucy.

